



Ligue des Droits de la personne dans la région des Grands Lacs (LDGL)

Secrétariat exécutif : Kigali-Rwanda B.P. 3042 Kigali Tél : (250) 789598861
Courriel : ldgls01@gmail.com Site : www.ldgl.org Enregistrée en Suisse sous le N.06370/2004, N. Fed. CH-660-1184004-3

DECLARATION DE LA LDGL

Grands -Lacs : « Deux décennies de marche à la quête de la paix et de la sécurité durables ».

Depuis le début des années 1990, la région des Grands Lacs connaît un contexte caractérisé par des tensions et des conflits multidimensionnels dont les causes se retrouveraient tantôt dans la participation au processus de prise de décisions politiques et administratives ; tantôt dans la gestion collective des biens communautaires au niveau local ; tantôt dans des pratiques discriminatoires fondées sur les préjugés et les frustrations de tout genre.

Ce contexte bien qu'analysé avec l'appui et l'accompagnement technique et financier de différents partenaires tant locaux, nationaux, régionaux qu'internationaux n'est pas à ce jour arrivé à changer pour créer un environnement favorable à la paix, à la cohésion et à la cohabitation pacifique des peuples et des communautés dans la région des Grands Lacs.

En cette date du 21 Septembre 2017 où le Monde entier célèbre la Journée Internationale de la Paix, la région des Grands Lacs ressemble encore à une zone à tâches de léopard parsemée des camps de réfugiés et des déplacés internes tant au Burundi, en RD Congo qu'au Rwanda et dont le retour probable dans leurs pays ou localités de provenance n'est pas garanti faute de paix et de sécurité durables et des régimes politiques fondés sur l'intolérance politique, la discrimination tribalo-ethnique et le non respect principes et des valeurs des droits de l'homme.

Dans son travail régulier de monitoring de la situation des droits de l'homme et du respect des principes démocratiques dans les pays de la région des Grands Lacs, la LDGL constate la persistance de la présence des réfugiés et des déplacés internes dans les trois pays ; la récurrence des groupes armés nationaux et étrangers auteur des graves et massives violations des droits de l'homme dans le Sud-Kivu, le Nord-Kivu, le Nord-Katanga, à Beni et au Kasai parmi tant d'autres localités et provinces de la RD Congo; les graves, massives et récurrentes violations des droits de la personne et les restrictions non justifiées à la jouissance et l'exercice des libertés fondamentales alors qu'affirmées dans les différentes constitutions des pays de la région.

A coté de ce bilan sombre sur le plan du respect des droits humains, la LDGL fustige le climat permanent d'intolérance entre acteurs politiques de la région, l'existence des lois et des politiques discriminatoires, l'instabilité des institutions, le dysfonctionnement des services sociaux de base et la paupérisation des populations alors que la région présente des opportunités non négligeables pour une prospérité et un développement durable dans l'intérêt de toutes les populations de la région si la paix est garantie par les dirigeants.

La LDGL invite les dirigeants politiques, les acteurs de paix et de développement, les citoyens et les populations de la région des Grands Lacs dans l'ensemble à promouvoir des actions de paix et à respecter et protéger les droits humains fondamentaux de la personne et les libertés fondamentales pour une région des Grands Lacs pacifique et prospère.

Pour la LDGL

Prof Gertrude KAZOVIYO

Présidente et Représentante Légale

